



HAL
open science

Une première histoire de Terminal

Aurélie Gono

► **To cite this version:**

Aurélie Gono. Une première histoire de Terminal. Terminal. Technologie de l'information, culture & société, 2005, 93-94, pp.65-90. hal-02496666

HAL Id: hal-02496666

<https://inshea.hal.science/hal-02496666>

Submitted on 3 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une première histoire de *Terminal*

Aurélie Gono*

L'informatique fait désormais partie intégrante de notre vie : l'ordinateur nous est quotidien. Cette technique touche non seulement tous les secteurs de l'activité humaine, mais elle en bouleverse les structures et les mentalités précisément parce que l'ordinateur réalise une pénétration de la machine dans un domaine *a priori* réservé à l'homme : celui de l'information, de la pensée, de l'intelligence. La puissance de l'ordinateur tient à la gestion précise qu'il fait des déplacements d'informations dans la machine. L'existence de l'information, sous forme d'un mouvement continu susceptible de se répandre dans un réseau de transmission, a d'emblée conféré à cette technique une fonction de communication, autrement dit, une fonction sociale.

C'est à cette fonction que s'intéresse une revue telle que *Terminal*, revue qui se propose d'éclairer les transformations sociétales dues au progrès technique. Cette publication adopte pour cela une perspective critique et pluridisciplinaire sur les mutations en cours de nos sociétés, à partir des questions de l'information et des technologies d'information-communication. Elle en étudie les enjeux culturels et sociaux en prenant comme point de départ le fait que l'informatique n'est pas neutre, mais qu'il s'agit d'une technique dans laquelle se cristallisent les rapports sociaux dans une période donnée.

Terminal naît suite au colloque intitulé *L'informatisation contre la société ?* organisé les 8 et 9 décembre 1979 à l'appel de revues politiques, féministes et écologistes. Lors de cette rencontre, les participants prennent conscience que le progrès technique apparaît comme une stratégie de transformation des rapports sociaux. L'informatisation sociale implique un remodelage du mode de vie, notamment une "gadgétisation de la vie quotidienne" et une standardisation culturelle. Pire encore, l'informatisation renforce le contrôle social et se présente comme une menace pour les libertés individuelles et collectives.

Le pouvoir en place cherche à imposer un "tout informatique" ayant pour objectif de sortir de la crise économique. C'est en particulier le point de vue défendu par le livre de Simon Nora et Alain Minc intitulé *L'informatisation de la société*¹, rédigé en 1976 à la demande du président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, qui souhaitait faire progresser la réflexion sur les moyens de conduire l'informatisation de la société.

*Article rédigé à partir du mémoire de maîtrise *Politique éditoriale de Terminal 1980-95* - Nanterre - Juin 2003.

1. Simon Nora et Alain Minc, *L'informatisation de la société*, Paris - La Documentation française, 1978.

Ce texte envisage l'informatique sous l'angle d'une problématique économique en considérant cette technique comme un moyen exceptionnel pour assurer un nouveau type de croissance. Les auteurs accordent en ce sens beaucoup d'importance au développement de la télématique (néologisme forgé par les auteurs pour désigner l'ensemble des techniques de communication des ordinateurs par le réseau téléphonique), et des réseaux qui vont véhiculer l'information. La télématique apparaît selon eux comme un moyen privilégié pour permettre à la France de prendre sa place dans l'industrie informatique mondiale. Mais ce rapport ne considère l'avenir qu'à travers la situation et les logiques économiques présentes, indépendamment des conséquences sociales que leur réalisation implique.

Or, lors de ce colloque de 1979, il est à l'inverse démontré qu'il n'y a pas de raison de subir le progrès technique. L'accent est donc mis sur la dimension de luttes sociales et de choix politiques comme moyens de s'insurger contre le déterminisme technologique. L'objectif principal de cette rencontre est de parvenir à développer un courant critique de l'informatisation telle qu'elle se met en place dans la société et d'amorcer un débat sur les moyens d'action immédiats et les pratiques alternatives susceptibles de faire évoluer la situation. À l'issue de cette rencontre est créé le CIII (Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation), sigle choisi par *Terminal* par dérision et référence au *CII Honeywell-Bull*. Les organisateurs de la rencontre ont estimé nécessaire de fonder une association loi 1901 capable d'intervenir, en particulier par l'information et le débat, sur le contenu et l'implication d'une informatisation qui tend à bouleverser les rapports sociaux. Le CIII s'est dès lors proposé de servir de porte-voix à tous ceux qui subissent l'informatique et les effets néfastes qu'induisent certaines de ses utilisations.

Il établit également des liens directs entre travailleurs de secteurs différents concernés par l'informatique et ce, en mettant en évidence le rôle joué par les syndicats et les associations. Il contribue non seulement à un travail théorique sur la politique d'informatisation, mais aussi à une circulation et une popularisation de l'information sur les formes de luttes et les revendications qui émergent au niveau du travail, ainsi qu'à une discussion sur les contre-propositions, les pratiques alternatives et les idées d'utilisation, détournement, subversion de l'informatique.

De cette association et de ce colloque naîtra, en août 1980, le premier numéro de *Terminal* sous forme de bulletin ronéoté. Ce bulletin est créé pour répondre à une demande sociale multiforme, à savoir : une demande d'information, d'analyse, d'interprétation, de même qu'une demande de débats, de confrontations et d'initiatives. Cette publication souhaite donc engager une réflexion de fond sur la nature de l'informatique : s'agit-il d'une technique comme une autre et comment réagir vis-à-vis d'elle ?

Le fil directeur de cette revue est l'informatisation. Ce terme souligne l'interdépendance entre la technique et les rapports sociaux. Il s'agit d'un mouvement de fond de la société se traduisant par un ensemble de transformations économiques, sociales, juridiques qui se développe et se synchronise à l'occasion des

changements techniques. En ce sens, la préoccupation de cette publication est de rendre accessible l'état de la réflexion sur les enjeux de l'informatisation à un large public. Nous tenterons de déterminer quels sont les enjeux et les moyens de cette vulgarisation, autrement dit de quelle façon *Terminal* réfléchit à la façon de mettre le progrès technique "au service" du développement social.

Ce support d'information existe depuis le début des années 80, d'abord sous forme de magazine bimensuel. En 1993, soit à partir du numéro 61, il s'est transformé en une revue trimestrielle diffusée actuellement par les Éditions L'Harmattan. Il regroupe des informaticiens, sociologues, spécialistes de la communication, militants associatifs et syndicaux, de même que des utilisateurs insistant tous à leur manière sur l'absence de neutralité de la technique. *Terminal* totalise à ce jour un peu plus de quatre-vingt dix numéros. Pourtant, en quinze ans de publication, les positions de cet organe de presse spécialisée ont évolué.

Notre étude, qui est le résultat d'une enquête de terrain menée à la demande du comité de rédaction et en son sein au cours de l'année 2003, consiste à déterminer quels ont été les changements de perspective adoptés par *Terminal* de 1980 à 1993, tout en montrant si oui ou non les problématiques abordées sont toujours d'actualité et si la vision de cette publication concernant l'informatisation s'est maintenue ou pas dans le temps.

Nous nous appuyons pour cela sur notre lecture et une analyse des numéros 1 à 61, soit d'août 1980 à 1993 en rapportant les points de vue défendus à l'époque par la revue. Nous avons choisi de limiter notre étude au numéro 61 car c'est à partir de cette période que *Terminal* paraît non plus sous forme de magazine, mais sous forme de revue. Sous l'angle d'une approche chronologique, nous tenterons de dégager la nature du discours adopté par *Terminal* au fil de ces années. Pour cela, nous retracerons l'évolution du point de vue de cette publication à partir des thématiques abordées dans les articles.

Nous tenterons donc de démontrer que le repositionnement de la revue au cours des années se calque sur les changements techniques, eux-mêmes tributaires de perspectives industrielles, de décisions politiques, tout autant que de la nature des débats au sein du mouvement social, culturel...

Nous dégagerons les grandes périodes de l'évolution de *Terminal*. Tout d'abord, nous verrons qu'à ses débuts, elle adopte un ton contestataire allant de pair avec le thème "informatique et libertés". Puis, au milieu des années 80, son souci est d'informer de façon critique en dégageant l'impact des nouvelles technologies sur une société donnant une place de plus en plus importante à l'information. Enfin, au début des années 90, *Terminal* entre davantage dans une période d'analyse qui correspond à l'essor des technologies d'information-communication et des réseaux.

Terminal conteste

La critique des effets négatifs de la technique à travers la problématique Informatique et Libertés

Du mouvement social et du mauvais usage de la technique

La technique qui se définit comme un ensemble de moyens matériels et immatériels mobilisés par l'homme pour atteindre d'une manière efficace un objectif, n'est ni bonne ni mauvaise en soi. C'est l'usage que chacun en fait qui est potentiellement mauvais. L'informatique génère une multiplicité d'usages. Chacun entend s'approprier une technique et en user à sa manière. *Terminal* pointe du doigt les dangers que peuvent impliquer une telle appropriation, en particulier quand elle est au service de l'appareil d'État. La revue considère que l'usage qui est fait de l'informatique induit de nouvelles formes de contrôle et constitue en ce sens une menace pour les libertés. Dans les premiers numéros, l'ordinateur apparaît dès lors comme un outil privilégié de programmation-guidage social, au service de l'État et du marché.

Dans les années 80, sous l'impulsion des syndicats et des associations, la revue se livre à une critique virulente de l'informatique centralisée (en particulier de l'informatique de gestion). Cet aspect militant transparaisait alors dans la revue grâce aux communiqués du CIII, aux diverses expérimentations menées par cette association (notamment le Minitel en 1985), aux débats organisés par le CIII (les Jeudis de la rue Keller dans les années 80 permettaient de débattre des questions abordées dans la revue), aux lettres situées en 4^e de couverture de *Terminal*, qui appelaient à des luttes individuelles ou collectives (notamment en ce qui concerne la CNII ou Carte Nationale d'Identité Informatisée)...

Ces prises d'initiatives témoignent de la vivacité du débat social de l'époque, débat qui se caractérise alors par une remise en question permanente des institutions et des normes en général. Par exemple, *Terminal* publie des compte-rendus de colloques. Nous avons choisi de retenir le compte-rendu intitulé : "1984 et les présents de l'univers informationnel", qui nous a paru emblématique des préoccupations de *Terminal*².

Lors de cette initiative qui s'est déroulée en octobre 1984 à Beaubourg, le CIII s'est interrogé sur la modernité technique selon trois axes. L'axe théorique fait référence au livre de George Orwell, *1984*³ en tant que modèle et anti-modèle posant la nécessité d'une nouvelle définition de l'homme dans ses relations avec les machines. Au roman de George Orwell décrivant de façon terrifiante les technologies comme une fatalité, s'oppose un discours scientifique et positiviste sur la société de la micro-informatique, discours offrant le visage

2. Trois références à ce colloque :

- Eric Braine et al., "Colloque : 1984 et les présents de l'univers informationnel", *Terminal*, n°spécial 19-20, mai-juin 1984, p.71, article consacré au livre de George Orwell 1984 .

- Idem, "Colloque 1984 et les présents de l'univers informationnel", *Terminal*, n°21, sept.-oct. 1984, p.29.

- Idem, "1984 et les présents de l'univers informationnel", *Terminal*, n°22, janv.-68] terminal [Hiver 2005-2006

séduisant d'une machine neutre aux potentialités d'ouverture et de communication infinies. L'axe politique consiste, quant à lui, à s'interroger sur la société informationnelle en tant qu'instrument potentiel d'une nouvelle régulation sociale. L'axe culturel enfin s'intéresse à l'effet social induit par les nouvelles technologies de traitement de l'information et aux moyens d'un débat social élargi.

La question du langage se pose d'emblée car l'on peut se demander si l'information digitalisée et les méthodologies informatiques ne contribuent pas à une nouvelle technicisation du langage. En ce sens, le projet d'une "novlangue" informatique risque-t-il de se réaliser ? Comment revendiquer son autonomie et ainsi affirmer son identité culturelle ? Quels seront les effets de la standardisation ? Le problème de l'uniformisation continue d'ailleurs de nos jours de se poser, en particulier à travers la tentative de définition de normes au niveau européen et mondial. Cette rencontre a donc permis de révéler que les nouvelles technologies ne se sont pas accompagnées d'améliorations décisives des conditions de travail comme le promettaient le pouvoir et les dirigeants. Selon *Terminal*, l'informatisation se traduit donc davantage par un "recul social que par une réelle avancée".

La caractéristique de la revue au début des années 80 consiste ainsi en une attitude d'opposition permanente destinée à démontrer les dérives du progrès et à inciter les lecteurs à s'engager à lutter contre. C'est l'époque où *Terminal* parle volontiers d'"atomisation sociale" et reprend les termes scandés par la CFDT dans son livre phare, *Les dégâts du progrès*⁴.

La CFDT a joué un rôle moteur dans la dénonciation des dangers que l'informatique fait peser sur les libertés et dans l'analyse des enjeux posés par cette question. Ce n'est pas l'informatique qui doit être mise en cause, mais son utilisation par le système. Ce livre est important et abondamment cité par *Terminal* dans la mesure où, pour la première fois, une organisation syndicale aborde le progrès technique et l'organisation du travail de façon concrète, en se plaçant du point de vue de nombreux secteurs professionnels (PTT, banques, assurances...), et ce dans un effort de synthèse et de dépassement de l'habituelle division du travail. Les enjeux qu'entend mettre en évidence la CFDT, ne sont pas la technique à proprement parler mais ses finalités, ses usages et son contrôle. La CFDT souligne, de plus, que cette démythification de la technique est nécessaire pour se rendre compte que nous pensons de plus en plus à travers une "logique technique", à savoir des catégories, des images et des logiques fournies par les dispositifs techniques.

Ces enjeux sont d'autant plus menaçants que l'informatique est polyvalente, c'est-à-dire qu'elle ne se limite pas à une branche d'activité, mais est transversale à tous les secteurs. L'automatisation des techniques concourt de surcroît à une dissociation entre travail et production au point que le travailleur éprouve une perte de la maîtrise du produit qu'il fabrique, perte alors envisagée comme une dépossession. L'impression de liberté don-

4. CFDT, *Les dégâts du progrès*, citation extraite de la préface d'Edmond Maire, p.10, Paris. Seuil, 1977, 316 p.

née par les innovations techniques est illusoire et recouvre une possibilité de contrôle et de pouvoir si bien que toute interrogation sur les techniques conduit, d'après la CFDT, à une réflexion sur les organisations.

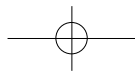
L'automatisation des techniques tend de surcroît à dissocier travail et production, au point que le travailleur éprouve une perte de la maîtrise du produit qu'il fabrique, perte alors envisagée comme une dépossession. *Terminal* critique l'utilisation qui est faite de l'informatique dans le domaine du travail et se demande quelle stratégie pourraient adopter les syndicats face à l'informatisation sociale.

Dans les années 80, les syndicats français considèrent l'informatique sous l'angle d'une analyse essentiellement marxiste, autrement dit comme une critique du mode de production capitaliste et un moyen de domination créé dans un système social déjà oppressif. Dans le système capitaliste, le rapport social est un rapport d'exploitation et l'informatique se présente comme un moyen de renforcer ce contrôle. En ce sens, un phénomène de double domination s'opère : non seulement domination de l'homme par l'homme, mais aussi domination de l'homme par la machine. D'après Karl Marx, la machine occupe, dans la relation étroite qu'elle entretient avec le développement économique, une place de premier plan. Elle devient la clé de toutes les conquêtes et l'instrument d'asservissement du travailleur. La bonne informatisation sera en ce sens celle qui sera décidée et contrôlée par les travailleurs, mais aussi maîtrisée par eux.

Nous observons donc de la part des syndicats une volonté de réduire le temps de travail afin que celui-ci échappe à son origine latine "tripalium", à savoir un instrument de torture, pour devenir un instrument de libération de l'homme. Mais comme il n'est pas aisé d'aboutir à ce résultat, les travailleurs réagissent de différentes façons. Nous pensons notamment aux attentats du CLODO (Comité Liquidant Ou Détournant les Ordinateurs) qui se déroulèrent au printemps 1980. Le CLODO est un comité qui, à cette période, détourne et sabote les machines informatiques, voire même s'adonne au ludisme. Ses membres ont notamment détruit à Toulouse les installations d'ordinateurs Philips et CII Honeywell-Bull, ce qui choqua l'opinion publique de l'époque. L'informatisation a également provoqué de nombreuses grèves. Au cours de celles-ci, l'organisation du travail fut explicitement remise en cause et à leur issue, des aménagements de tâches furent décidés sans pour autant que les principes tayloriens soient abandonnés.

Ces réactions de travailleurs étaient encadrées par les syndicats. Nous nous rappelons par exemple le mouvement des dactylocodeuses de Nantes qui se mirent en grève à cause de l'introduction de matériel informatique en septembre 1980 à l'INSEE, comme nous l'indique *Terminal* dans son numéro 5⁵. Les syndicats réfléchissent donc sur la façon de mettre le progrès technique au service de l'homme et de l'emploi, et sur la manière dont il serait possible de sauvegarder l'autonomie de l'individu. La revue *Terminal*

5. Comité de Rédaction, "Dactylocodeuses de Nantes : une grève qui a crevé les écrans !", *Terminal*, n°5, mai 1981, pp.3-4.



met, quant à elle, en évidence les incohérences d'un système productif qui aliène les travailleurs et le rôle que pourraient jouer les syndicats pour remédier à cet état de fait.

Elle s'insurge également à l'époque contre le "tout informatique". Ses campagnes de dénonciation se caractérisent par une tendance à l'exagération et à la dramatisation. Par exemple, la revue s'élève contre une informatique bonne en soi produite par la société capitaliste et contre l'idée que le progrès technique est synonyme de changement et d'amélioration de la qualité de vie de chacun. Elle donne ainsi à voir le fossé entre une population qui exécute et une élite de programmeurs au service d'une hiérarchie détenant le pouvoir. *Terminal* souhaite une informatique alternative, qui soit en mesure de répondre aux besoins des usagers.

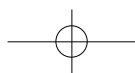
Au cours des années 80, lors des assemblées générales du CIII, la revue milite pour une informatique socialiste et libératrice. Ses membres n'ont de cesse d'esquisser les contours d'un projet de société dans lequel les potentialités de l'informatique seraient enfin mises au service d'une libération sociale, culturelle et politique. En ce sens, il ne s'agit pas de combattre l'informatique, mais de lutter contre ses aspects aliénants. Le discours défendu par *Terminal* à l'époque est donc très clair : les prises de position du comité de rédaction visent à dénoncer l'idéologie de transparence véhiculée par l'informatique et à remettre en cause le paradigme du déterminisme technologique.

En effet, selon les rédacteurs, ce discours de l'"impérialisme informatique" qui s'appuie sur les bienfaits de la modernité, vise à masquer une gigantesque tentative de contrôle social. En ce sens, le premier numéro publié en août 1980 met en lumière la préoccupation initiale du comité de rédaction, à savoir la problématique "informatique et libertés". Ce thème apparaît de manière récurrente dans les premiers numéros, puis s'estompe sans pour autant disparaître. Il s'agissait notamment de montrer en quoi le fichage, autrement dit le stockage informatique de données nominatives sur les individus, constitue un danger pour les libertés fondamentales de chacun et contribue à créer un "double informationnel" de l'individu, c'est-à-dire un ensemble d'enregistrements concernant une personne et stockés dans un ordinateur.

Le fichage des individus : les projets SAFARI et GAMIN

La revue souhaite dénoncer les menaces que font peser certains projets d'origine administrative sur les libertés. Ainsi, dans les années 80, des projets tels que SAFARI ou GAMIN ont suscité une vive réaction de la part de la population, contestation dont *Terminal* s'est fait l'écho.

En 1974, le projet SAFARI (Système Automatisé pour les Fichiers Administratifs et le Répertoire des Individus) peut être considéré comme le point de départ du débat public sur le thème "informatique et libertés". Ce système avait pour but de réaliser l'interconnexion généralisée entre fichiers administratifs en identifiant de façon unique tous les individus. Or, si l'on se souvient qu'un fichier est composé d'enregistrements tous organisés selon la même structure et comportant en particulier une clé, il semble facile de faire



fusionner plusieurs fichiers basés sur le même identifiant. C'est un peu comme s'ils constituaient un seul et même fichier, donc une seule et même source d'informations regroupant la somme des données sur un individu. Cette interconnexion des fichiers aurait abouti à la totale transparence de l'individu devant les pouvoirs sociaux, qui auraient pu avoir accès à l'ensemble des données stockées sur lui. D'après *Terminal* qui ne cesse de faire référence à SAFARI dans ses différents numéros, le combat à mener face à cette informatisation sauvage et à l'absence de réel débat, consiste à affirmer que les ordinateurs ne doivent pas servir à gérer des personnes sous quelque forme que ce soit.

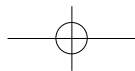
La revue constate une réapparition du phénomène de "fichage liberticide" au milieu des années 70 avec les luttes menées notamment contre le projet GAMIN (Gestion Automatisée de la Médecine Infantile). Ce programme né de la volonté de promouvoir la médecine préventive était destiné à établir des fichiers de santé, afin de suivre des enfants en bas âge dits "à risques". Or, cette expression suggère que c'est davantage la situation sociale des parents que des critères médicaux qui entreraient en jeu dans l'appréciation de l'état de santé de ces enfants. D'après *Terminal* dans le numéro 2-3 publié en 1980 et dans le dossier consacré à GAMIN⁶, ce système est inapte à assurer la prévention et à améliorer la santé publique, mais vise uniquement à renforcer le contrôle sur une population d'enfants n'entrant pas dans la norme.

Ainsi, ce système vise à centraliser les fiches d'examen médical des nouveaux-nés et ce, dans le plus parfait mépris du secret médical, mais aussi à définir une population cible. C'est à partir de 1980 que les voix se font entendre pour boycotter GAMIN, qui apparaît comme l'un des premiers maillons de la chaîne du contrôle social informatisé. Des réactions de nature collective se font jour pour contester l'utilité de ce système. Le retrait du projet est finalement obtenu au niveau national, notamment grâce à l'intervention des assistantes sociales.

Face aux effets néfastes de ces projets, une première solution consiste à fixer un certain nombre de principes et de réglementations en faveur des libertés individuelles. Ainsi, la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés pose des limites. Elle stipule qu'aucun traitement informatique ne doit avoir pour finalité une définition de profils, alors que c'est précisément ce qu'entendait faire GAMIN. Arguant la protection des valeurs fondamentales de la vie privée, cette loi vise à maîtriser l'expansion informatique en limitant les abus. Elle fait également mention de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) dans son chapitre II⁷. Il s'agit d'une institution indépendante chargée de veiller au respect des dispositions de la loi et de faire appliquer les règles que les détenteurs de fichiers doivent observer, à savoir une collecte loyale des données, la limitation des interconnexions, l'interdiction

6. Pierre Michel, "Dossier GAMIN", *Terminal*, n°2-3, sept.1980, pp.8-13.

7. CNIL, *Informatique et libertés, Textes et documents*, Journal Officiel du 7 janvier 1978, n°1473, juil.1991, chapitre II pp.18-20.



d'enregistrer des données sensibles telles que les opinions politiques ou les origines sociales... Néanmoins, le rôle de la CNIL est critiqué par *Terminal* qui pense qu'elle est un instrument utile mais insuffisant. En effet, dans un premier temps, l'utilité de la CNIL réside dans son existence même, qui empêche que l'on manipule à sa guise les fichiers de personnes.

Mais dans un second temps, la CNIL a pour fonction de rassurer le monde de l'informatique. Selon un article intitulé *Position du CIII vis-à-vis de la CNIL* paru dans le numéro 13 de mars 1983, "l'existence de la CNIL rend le fichage propre car elle en limite les excès mais, par là-même, elle contribue à le développer"⁸.

Les moyens d'action de la CNIL restent limités. Son attitude consiste à ne pas s'opposer au fichage, mais à en fixer les limites, à l'encadrer juridiquement. C'est pourquoi la revue considère qu'il est plus que jamais nécessaire de prendre position. S'appuyant sur cette volonté de faire changer les choses et sur l'échec de certains projets de fichage de la population, *Terminal* se donne ainsi pour objectif de militer pour l'instauration d'un droit d'accès effectif du citoyen à tous les fichiers comportant des données individuelles. C'est notamment le cas pour la carte d'identité informatisée.

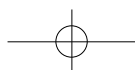
La lutte contre la carte d'identité informatisée

En février 1981, après avoir adopté la loi Peyrefitte intitulée Sécurité et Liberté visant à légaliser les contrôles d'identité sur la voie publique, le gouvernement prévoit de mettre en place l'aspect technique de cette loi en créant une carte infalsifiable permettant des contrôles policiers fréquents. Toutes les informations nécessaires à l'établissement de cette carte devaient être mémorisées dans des fichiers informatisés, répartis dans six centres régionaux reliés entre eux. Ce projet suscita de multiples critiques, mais bénéficia pourtant d'un avis favorable de la CNIL en juin 1980.

Sous l'égide du CIII, les membres du comité de rédaction appellent alors au boycottage de cette carte qui leur apparaît comme un système homogène de fichage de telle ou telle catégorie de population et comme un moyen de rapprocher des informations de toute nature sur les individus. Dans le numéro 4 publié en mars 1981, *Terminal* crie haro sur le projet de mise en circulation de cette carte⁹. La revue propose de mener une campagne de refus qui se présente sous plusieurs formes : éviter que cette carte ne devienne le titre unique obligatoire et ainsi profiter de tous les autres moyens qui permettent de prouver son identité, comme le permis de conduire, le passeport, la carte orange... et faire renouveler son ancienne carte d'identité avant la mise en place de la nouvelle. En dernier recours, *Terminal* préconise de refuser de se faire délivrer cette carte. Il s'agit par conséquent de moyens d'action que chaque individu peut aisément mettre en pratique. *Terminal* suggère ainsi que la société est soumise dans ces années à une idéologie sécuritaire et décide, à partir du numéro 5, autrement dit en mai 1981, de mettre en place un comité d'action afin d'exprimer son refus de la

8. CIII, "Position du CIII vis à vis de la CNIL", *Terminal*, n°13, mars 1983, p.28.

9. X 2000, "Carte d'identité informatisée, NON !", *Terminal*, n°4, mars 1981, p.4.



Carte d'Identité Infalsifiable et Informatisée ou CIII destinée à légitimer des pratiques liberticides. Il est possible qu'au départ, la majorité des gens aient souhaité donner à l'administration une image limpide d'eux-mêmes (pensant qu'il y avait plus d'intérêt à être transparent vis-à-vis d'elle que de conserver des secrets ou des zones d'ombre sur leur identité), et qu'ensuite l'idée de limiter l'informatisation ait peu à peu fait son chemin. Une conscience des risques que contient à long terme l'informatique se développe alors. *Terminal* souhaite informer et sensibiliser les sections militantes en défendant l'idée que la carte d'identité et les contrôles d'identité répétés constituent une attaque contre la liberté de chacun d'aller et venir. En ce sens, la carte apparaît moins comme un moyen de prouver son identité que comme un titre nécessaire à une libre circulation. Par conséquent, *Terminal* met en évidence les risques fondamentaux que fait courir l'informatisation dans de nombreux domaines.

La lutte menée par la revue s'organise autour d'une position médiane excluant les extrêmes que constituent d'une part, le rejet d'une informatique qui préconise la destruction ou la non-utilisation des ordinateurs et d'autre part, l'acceptation béate d'une informatique qui fascine malgré tout bon nombre de personnes. *Terminal* veut ainsi proposer un courant sur l'informatique tel qu'il en existait un sur le nucléaire dans les années 70 et parvenir à créer une revue critique sur un phénomène qui bouleverse toute la société.

Il s'agit de mettre l'informatique au service d'une transformation socialiste de la société. *Terminal* est donc à ses débuts bercée par l'espoir que le socialisme définisse une société nouvelle et génère ainsi une informatique différente. Mais nous constatons que l'aspect contestataire et les points de vue radicaux défendus par la revue ont peu à peu disparu au fil des années. La thématique "informatique et libertés" revient quant à elle telle un leitmotiv dans les différents numéros. L'amenuisement du ton protestataire de cette publication est peut-être dû au tarissement des certitudes qu'avait le comité de rédaction à ses débuts. De même, à un niveau plus large, peut être prise en compte la déception provoquée par le gouvernement socialiste de Mitterrand.

Qui plus est, le déferlement de la micro-informatique a eu raison d'un refus en bloc de toute informatisation comme cela apparaissait dans les premiers numéros, informatisation dont la peur semble avoir d'ailleurs été conjurée par un certain débat public et l'institution de commissions officielles de contrôle telles que la CNIL.

Terminal informe de manière critique

Entreprise de vulgarisation de la micro-informatique

Au fil des années 80, *Terminal* ne se contente plus de dénoncer de manière globale le "tout informatique" ou de prédire l'avènement d'un "1984 informationnel", mais entreprend de s'impliquer progressivement dans une étude de la réalité sociale vue à travers le prisme de l'informatisation. Ce

changement de ton intervient vers 1982-1983, autrement dit à partir du numéro 10 et correspond au passage de l'informatique lourde de gestion et centralisée, à l'informatique souple et décentralisée ou micro-informatique, autrement dit du grand au petit chaudron pour reprendre la métaphore utilisée par Bruno Lussato dans *Le défi informatique*¹⁰. La micro-informatique apparaît comme un phénomène aux capacités de traitement importantes pour un coût faible, ce qui bouleverse par là-même l'utilisation et le marché informatique traditionnel, au point qu'on a pu parler à l'époque d'une "démocratisation de l'informatique".

De nouveaux thèmes et une nouvelle manière d'aborder l'informatisation : le temps des débats et des expérimentations

Le magazine entend passer d'une attitude d'opposition et de dénonciation à une attitude de débat, de proposition et de pression par rapport aux institutions politiques. Peu à peu, la revue prend du recul, s'ouvre à de nouveaux thèmes si bien qu'au fil des numéros, le ton général des articles est devenu plus nuancé et plus informatif. La micro-informatique apparaît comme une réponse aux revendications à l'individualité et est venue tempérer la dramatisation à laquelle s'adonnait *Terminal* à ses débuts.

Beaucoup pensent alors : pourquoi avoir peur de machines aussi faciles à domestiquer ? C'est pourquoi à partir du numéro 22, autrement dit en janvier-février 1984, cette publication change de titre, se rendant compte que sous l'informatique ne se cachait pas un monstre aussi terrible qu'il le semblait, et sans doute aussi parce que la référence au titre du livre de George Orwell devenait obsolète. À la terminaison orwellienne "*Terminal 19/84*" succède la déclinaison plus neutre "*Terminal informatique, culture et société*".

Considérant qu'il est trop tôt pour juger et pour analyser, *Terminal* s'applique à décrire, clarifier et déconstruire images et préjugés pour mieux susciter des questions. À défaut de lutter, le comité de rédaction donne des conseils comme en témoigne le numéro 11 d'octobre 1982 avec l'article *Que faire lorsqu'on vous informatise ?*¹¹. Les risques de l'informatisation sont moins visibles qu'à la fin des années 70, mais dans les années 80, l'effet combiné de la miniaturisation, l'apparition des microprocesseurs, la maîtrise des télécommunications et la baisse des coûts a mis en lumière d'autres formes d'utilisations de l'informatique. Des technologies qui viennent se greffer à l'informatique émergent alors et font d'ailleurs figure de thèmes à la mode dans *Terminal*. De nouveaux paysages qui sont la résultante d'un croisement de mutations technologiques et de phénomènes socioculturels apparaissent. Il s'agit notamment de nouvelles modalités de rapports homme-machine marquées par l'interactivité conversationnelle, par les progrès réalisés dans la recherche en intelligence artificielle...

Il semble donc qu'au cours des années 1980, chacun soit autant concerné par l'informatique en tant que consommateur qu'en tant que tra-

10. Bruno Lussato, *Le défi informatique*, Paris, Hachette, 1981, pp.48-58 (Première partie : Des petits et des gros, Chapitre V : "Grand chaudron-petit chaudron").

11. Jeanne Marmelade, "Que faire lorsque l'on vous informatise ?", *Terminal*, n°11, oct.1982, pp.8-17.

vailleur, comme l'indique le phénomène de la télématique. *Terminal* s'intéresse aux milieux socioprofessionnels dans lesquels se déploient les nouvelles technologies et rapporte les expériences d'utilisateurs. C'est notamment le cas dans le numéro 9 de mai 1982 dans lequel le magazine dresse un bilan de Télétel du point de vue des usagers¹². Ce réseau construit à l'origine dans les années 80 pour le Minitel atteint le grand public en 1984.

À l'époque de la publication de l'article, Télétel est donc encore dans sa phase d'expérimentation. Le Minitel a été initialement conçu en 1978 par la DGT (Direction Générale des Télécommunications) comme outil de remplacement de l'annuaire papier par l'annuaire électronique. Mais les utilisateurs n'ont pas accepté tout de suite cette technologie, comme en témoigne le fait que de nombreux minitels ont été retournés aux agences des Télécoms vers 1985. Les usagers interviewés par *Terminal* émettent un avis très critique sur ce nouveau mode de communication que constitue Télétel.

Or, de la même manière que l'introduction de la micro-informatique a posé des problèmes, la mise en œuvre de Télétel a été source de contraintes techniques et matérielles tant au niveau de l'accès de l'information qu'à celui de sa manipulation. Ces utilisateurs partagent le même point de vue : la déception quant aux réponses obtenues, au temps d'affichage, au coût... Ils se demandent en définitive à quel besoin pourrait correspondre l'introduction de Télétel dans la vie sociale. Tandis que dans cet article apparaît la réticence de ces utilisateurs face à ce médium de communication, *Terminal* livre immédiatement après ce point de vue négatif, un autre article laissant transparaître la réaction d'un étudiant satisfait de l'expérience Télétel.

Dans cet article¹³, un étudiant considère au contraire que le Minitel bouleverse les pratiques de communication comme le suggèrent l'émergence et la popularité des services de messagerie qui ont au final assuré le succès de ce médium de communication. Ainsi, au-delà de leurs opinions divergentes, ces utilisateurs partagent tous la même attente, à savoir celle d'une amélioration du système Télétel pour que chacun puisse obtenir des informations le plus rapidement possible, ce qui, en 1982 n'était pas encore tout à fait le cas. *Terminal* a donné aux opinions extrêmes la possibilité de s'exprimer, si bien que l'ensemble de ces réactions contribue à assurer la vivacité du débat, tout en laissant libre court à l'expression de regards différents sur l'informatisation. Par ailleurs, l'introduction du Minitel dans la société est une occasion pour la revue de se familiariser avec ce nouveau moyen de communication. C'est ainsi qu'à partir du numéro 24 de juin-juillet 1985, le comité de rédaction sous l'égide du CIII notamment, lance un service Minitel pour tester les potentialités du Videotex en terme de communication sociale (3615 ALTER).

Cette expérience a pour but de répondre à la question : le Minitel peut-il être un outil de socialité ? Ce service était composé de brèves ayant trait à l'informatique et à la société, d'un bulletin permettant aux rédacteurs de

12. Usagers, "Télétel, beaucoup de bruit pour des résultats décevants", *Terminal*, n°9, mai 1982, pp.3-5.

continuer les débats et que pouvaient lire les utilisateurs du Minitel... La rédaction souhaitait alors faire du Minitel un média ouvert au mouvement alternatif, autrement dit un média transversal offrant un espace d'expression télématique aux associations et visant à faire se confronter l'information et les opinions les plus variées sur les techniques d'information-communication. Il s'agissait d'instaurer un dialogue permanent non plus seulement entre associations, mais entre membres du comité de rédaction et lecteurs. Terminal souhaite alors à l'époque associer davantage ses lecteurs aux débats et aux expériences qu'il lance.

De même, l'opération intitulée "Sept heures pour une informatique différente"¹⁴ a été menée par la revue les 19 et 20 novembre 1984 pour permettre à chacun de s'informer, débattre de la technologie informatique, de son impact social et culturel, faire des propositions et imaginer des initiatives. Le CIII décide de débattre notamment des usages sociaux et alternatifs pour la micro-informatique. Par informatique alternative, le CIII entend des activités centrées autour de l'informatique dans des lieux alternatifs et non une véritable informatisation alternative, c'est-à-dire une autre manière d'informatiser les tâches. Il s'agit de s'interroger sur l'utilité et les usages réels de la micro-informatique : comment peut-elle être mise au service d'une simplification de la vie et d'une alternative sociale ? Cette rencontre avait donc pour objectif de communiquer autour et avec l'informatique plutôt que de changer réellement les conditions de travail.

Ainsi, lorsque *Terminal* organise des rencontres, il s'agit de discuter, de créer les conditions d'un débat et avant tout de réfléchir, plutôt que de mener des actions au niveau syndical ou associatif. Par conséquent, à travers ces diverses expérimentations, ce support d'information suggère que la miniaturisation permet à l'informatique de basculer dans un univers informationnel dans lequel la société n'est plus seulement organisée autour de la production, mais centrée autour de la consommation et surtout autour du traitement de l'information.

*La société de l'information et ses domaines d'intervention :
des enjeux politiques*

La revue dénonce l'utopie technicienne annonciatrice d'une "société d'information". La technologie informatique produit de l'information et non pas des biens matériels pouvant satisfaire les besoins les plus urgents. Se pose alors la question de l'articulation entre le développement autonome de nouveaux usages des objets techniques et les besoins vitaux. En effet, au-delà de la notion d'information, c'est une autre notion qui s'esquisse peu à peu, celle de communication à travers le développement des télécommunications. *Terminal* se demande quelle communication pour quel type de société, autrement dit sur quels projets sociaux devront s'appuyer les nouvelles technologies. Le comité de rédaction ne se laisse pas bercer d'illusions quant à l'aspect fascinant et merveilleux de cette nouvelle technologie qu'est la micro-informatique et que l'on qualifie à l'époque de Révolution

14. CIII, "Sept heures pour une informatique différente", *Terminal*, n° 18, mars-avril

Scientifique et Technique (RST). La rédaction est persuadée que derrière l'outil informatique se trouve toujours une réalité plus importante qui la maîtrise, qu'il s'agisse d'individus, de groupes ou du pouvoir. C'est pourquoi une technique n'est jamais neutre. L'informatique peut en ce sens apparaître comme un instrument politique car toute technique est porteuse d'une idéologie.

La politique industrielle des années 1980 s'articule donc autour du paradigme de l'informatique en tant qu'opérateur social. Les socialistes ont fait de la mutation technologique leur thème de prédilection. De nombreux projets politiques sont ainsi mis en place. Il s'agit notamment de la mission Filière électronique entre fin 81 et mi 82, réalisée à la demande de Jean-Pierre Chevènement, mission ayant tenté de dégager les grands axes d'une politique électronique sectorielle et volontariste : le PAFE (Programme d'Action Filière Électronique). L'objectif de cette mission était de développer le marché intérieur en nationalisant et restructurant les industries, de mobiliser des financements et de dynamiser l'investissement, d'accroître et de lier la recherche et l'industrie... afin de faire de la France la troisième puissance technologique de l'an 2000 derrière les États-Unis et le Japon.

Or d'après *Terminal*, si la politique industrielle du gouvernement de gauche a permis la relance des entreprises du secteur, elle a en revanche buté sur sa mondialisation, sur un niveau d'investissement dépendant des fonds publics et sur la non-préparation des dirigeants face à de tels enjeux et la définition du rôle de l'État en matière stratégique, financière et sociale. L'échec de cette filière indique que si l'État veut mener à bien l'informatisation de la société, il doit au préalable s'assurer du contrôle de l'industrie informatique nationale.

Concernant les conséquences de l'informatisation sur l'emploi, d'après Mike Cooley, correspondant de *Terminal* en Grande-Bretagne et son article intitulé *L'informatisation dernière parure du taylorisme*¹⁵ paru dans le numéro 9, l'ordinateur est utilisé comme "cheval de Troie du taylorisme dans la division et la déshumanisation du travail". D'après lui, cette dernière est due à une fragmentation du travail en tâches restreintes et chronométrées. Cette fragmentation engendre une déqualification massive du travail intellectuel et une polarisation encore plus accentuée des structures de qualification. Par exemple, le métier de tourneur a pendant très longtemps fait partie des formes de travail les plus qualifiées que l'on puisse rencontrer dans les ateliers de construction mécanique. Le tournage des outillages était l'une des activités les plus qualifiées qui soient, mais l'introduction des MOCN (Machine Outil à Commande Numérique) a abouti à la déqualification de cette fonction. L'introduction des MOCN engendre la disparition des anciens ouvriers qualifiés au point que tout tend à être entièrement modélisé par la machine. Or, pour se réapproprier la technique et faire en sorte que chacun puisse modeler la machine, un apprentissage est nécessaire.

L'informatisation de l'école devient elle aussi un impératif pour les politiques. Le gouvernement de l'époque pense que les moyens technologiques ser-

15 Mike Cooley, "L'informatisation, dernière parure du taylorisme", *Terminal*, n°9, mai

viront de remède aux problèmes rencontrés dans le domaine de l'éducation et qu'une formation aux nouvelles technologies permettra d'enrayer les périodes de troubles sociaux. Dans les années 80, l'univers scolaire assiste au développement de l'informatique éducative et à une surenchère technologique, comme en témoigne une succession de plusieurs plans ministériels.

L'année 1979 voit la mise en place du plan dit des "10 000 micro-ordinateurs" dans les lycées, lancé à l'initiative du ministère de l'Industrie. Il s'agissait d'un plan d'équipement en micro-ordinateurs des lycées en six ans. Le gouvernement souhaite que l'informatique s'enseigne comme n'importe quelle autre discipline et entend créer un corps de professeurs spécialistes d'informatique.

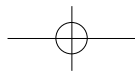
Ce type d'approche basé sur l'EAO (Enseignement Assisté par Ordinateur) met l'accent sur l'autonomie de l'élève dans le processus d'éducation et vise à épargner à l'enseignant la réalisation de tâches répétitives. Pourtant, le monde scolaire perçoit au départ l'EAO comme une technique permettant de remplacer l'enseignant par la machine. *Terminal* se demande alors si l'EAO est vraiment vecteur de sensibilisation à l'informatique. Partageant l'opinion du monde enseignant, la revue pense que la mise en place de l'EAO répond à des impératifs de rentabilité. En effet, étant donné que l'industrie informatique ne se porte pas bien à l'époque, il est nécessaire d'écouler les stocks. Par ailleurs, l'élection de François Mitterrand comme président de la République en mai 1981 et le changement de gouvernement conduisent à une succession de plans successifs d'équipement en micro-ordinateurs et de formation des enseignants.

C'est ainsi que l'année 1985 voit le lancement du plan "Informatique pour tous" de Laurent Fabius (ou IPT). Ce plan très ambitieux visait à équiper en 1985 la totalité des écoles de tous niveaux avec des réseaux de micro-ordinateurs et à terme, d'installer 11 000 ateliers informatiques dans les établissements scolaires en les ouvrant au public en dehors des heures d'enseignement. Le plan IPT avait donc pour objectif d'initier aux nouvelles technologies le public le plus large possible, tout en revigorant l'industrie électronique nationale.

En mentionnant ce plan, *Terminal* suggère que l'ordinateur ne doit être intégré à l'enseignement que s'il apporte un éclairage nouveau et original. Il s'agit donc pour les enseignants de développer une autre informatique à l'école, une informatique capable de stimuler la créativité des enfants tout en leur permettant d'assimiler des connaissances de base¹⁶.

Ce plan marque d'ailleurs un point final au temps des expérimentations de l'informatique dans l'enseignement. Ainsi, nous avons constaté que *Terminal* entreprend d'informer sur le phénomène d'expansion de la micro-informatique au cours des années 80. Étant donné que l'informatique a changé de nature, la revue s'en est fait l'écho en abordant de nouveaux thèmes tels que la société de l'information, le rôle de la politique et de l'ensei-

16. Centre national d'épistémologie génétique (Université de Genève), "LOGO et l'en-



gnement notamment, de même que celui d'une autre informatique.
Vers une informatique différente : le militantisme associatif

Le CIII envisage trois formes d'alternatives en informatique : une autre politique de l'informatique que celle promue par le capitalisme, un usage démocratique et décentralisé des outils existants et une autre technologie que celle qui sert de base aux ordinateurs actuels. Il s'agit progressivement de doter le travail d'outils informatiques qui permettraient un travail créateur, et de parvenir à mettre en place des structures plus souples favorisant l'exercice progressif d'un contrôle décentralisé et autogestionnaire des nouvelles techniques.

Le CIII considère que la technique ne doit pas déterminer l'organisation des entreprises et que pour penser la formation dans les entreprises, il faut la concevoir comme un réseau social et culturel ouvert sur la société et comme un espace de création pour de nouvelles pratiques. Les analyses de *Terminal* se situent donc plutôt du côté d'une critique du positivisme des informatisations et des présentations qui en sont faites. La revue souligne que les systèmes ne sont jamais utilisés exactement de la façon dont ils ont été conçus et que l'on peut procéder à des détournements et des réappropriations de l'informatique. C'est notamment le cas pour le Minitel qui a permis l'expression de revendications sociales telles que le mouvement des étudiants ou des infirmières¹⁷. Le mouvement étudiant de l'automne 1987 s'est doté d'un service télématique pour faire valoir ses revendications. Ce système permettait à toutes les coordinations de savoir, toutes les dix minutes, comment se déroulaient les manifestations, quels étaient les événements qui se produisaient dans n'importe quelle ville de France... Le Minitel est alors apparu comme un outil de mobilisation et d'information très opérationnel adhérent à la chronologie des événements. Ainsi, grâce à la mise en réseau, le Minitel a la capacité d'organiser une communication différente de celles auxquelles tout un chacun est habituellement confronté et d'engendrer des formes de socialité nouvelles.

Terminal ne cesse de rappeler qu'il n'est pas d'informatique alternative sans projet alternatif de la société. La revue se plaît donc à mettre en valeur des utilisations de la machine qui prennent en compte d'autres buts que ceux pour lesquels elle a été construite. Il s'agit par exemple d'opérations de détournement ou d'appropriation personnelle des nouvelles techniques parce que l'utilisateur n'accepte pas les modalités d'usage qui lui sont proposées et en invente d'autres. Ces opérations sont notamment dues à l'initiative de groupes, d'associations et sont peut-être l'expression d'une culture informatique dans la mesure où l'informatique soulève également des enjeux culturels. En effet, si les enjeux immédiats de la technique sont technologiques, l'évolution réelle reste quant à elle affaire de culture et de société. Par l'intermédiaire du CIII, *Terminal* entend diffuser des contre-propositions, des pratiques alternatives suscitées par le développement informatique. Ce militantisme associatif qui n'est pas l'apanage du seul CIII, mais aussi d'autres associations qui travaillent en collaboration avec lui, se traduit par une résistance à un modèle culturel dominant reposant sur des valeurs

17. Marie Marchand, "La saga du Minitel", *Terminal*, n°38, juin-juil. 1988, pp.5-8.

18. Voir site du CREIS sur <http://www.creis.sgdg.org>



telles que l'éphémère, le subi, le banalisé. Par exemple, le CREIS¹⁸, qui est une association créée en France en 1984 et dont les objectifs vont dans le même sens que le CIII, souhaite rendre les informaticiens sensibles aux conséquences des systèmes informatiques qu'ils mettent en place. L'enseignement de l'informatique est essentiellement technique et les utilisateurs en subissent les conséquences. Le CREIS dénonce ainsi une vision de l'informaticien centrée sur la machine au détriment des préoccupations des groupes sociaux qui utilisent les systèmes informatiques. Cette association a pour vocation de participer à l'élaboration de programmes pédagogiques nationaux et de s'associer aux projets d'informatisation et de connexion à Internet des établissements scolaires.

Composée essentiellement de chercheurs et d'enseignants de toutes les disciplines et de praticiens de divers secteurs, le CREIS souhaite réaliser et diffuser ses recherches et promouvoir des actions de sensibilisation relatives aux interactions entre technologies de l'information, communication et société. Ainsi, le CREIS tout comme *Terminal* ont soutenu dès le début des années 90 le mouvement des logiciels libres, comme en témoigne le numéro 55 consacré à l'émergence de ce mouvement. Le CREIS organise régulièrement des journées d'étude, des rencontres-débats et des colloques dont *Terminal* publie le compte-rendu dans différents numéros. Par exemple, le 6^{ème} colloque organisé par le CREIS avec la participation de la CNIL et du CIII en avril 1990, intitulé *Informatique et Libertés : nouvelles menaces, nouvelles solutions* ?¹⁹, a permis de réactualiser la problématique informatique et libertés dans la mesure où les anciens risques relatifs à la protection des libertés individuelles sont toujours d'actualité, notamment dans les pays du tiers-monde soumis à un *no man's land* juridique. Des risques nouveaux viennent s'ajouter, tels que les flux transfrontières de données jusque-là peu pris en compte, ou les effets de filtrage et d'homogénéisation des décisions attachées aux structures des banques de données, ou encore les effets des systèmes experts.

Les intervenants s'interrogent sur la façon d'utiliser les systèmes experts pour mettre en relief ses enjeux sociaux dans les entreprises, ou encore sur l'élaboration d'un code éthique international des informaticiens placé sous l'égide de l'IFIP (*International Federation For Information Processing*). À l'issue de ce colloque ont émergé des revendications d'une nouvelle forme de citoyenneté qui prend en compte la complexité des problématiques générées par les technologies informationnelles. Au fil des numéros, *Terminal* va poursuivre son ouverture en privilégiant non plus seulement la contestation ou l'information, mais en accordant une place de choix à l'analyse des enjeux de l'introduction des nouvelles technologies dans la société.

Terminal analyse l'impact des NTIC sur la société

Avènement de l'ère informationnelle

Terminal adopte une vision plus étendue de l'informatisation et cela bien

19. CREIS, "Informatique et Libertés : 6^e Colloque du CREIS à Nantes", *Terminal*, n°47, oct.-

avant son passage sous forme de revue, autrement dit à partir du numéro 61. Nous le constatons à partir du numéro 45, soit au début des années 90. Le comité de rédaction souligne l'interdépendance croissante entre l'informatisation et la communication, se propose de théoriser cette informatisation et de renouveler la problématique informatique et libertés. Les thèmes abordés deviennent plus généraux en même temps que plus fondamentaux. Cette période de l'histoire de *Terminal* correspond de façon schématique à l'essor des nouvelles technologies de l'information-communication.

Renouvellement de la problématique informatique et libertés

En effet, nous pouvons observer qu'à partir des années 90, la revue ne se focalise plus seulement sur l'ordinateur, mais commence à faire place aux réseaux de communications ou d'interfaces. Le rapport de l'homme à la machine s'en trouve modifié, ce qui donne à *Terminal* l'occasion d'envisager sous un autre angle la problématique informatique et libertés. Dans le numéro 46 de septembre-octobre 1989 qui consacre un dossier à l'avenir sous le titre "Des lendemains qui chantent ?", *Terminal* prévoit de nouveaux dégâts du progrès comme la vulnérabilité sociale, le remplacement de l'humain par des prothèses automatiques l'hégémonie de l'objet sur le sujet, etc., ce qui fournit à cette publication la possibilité d'aborder de nouveaux thèmes tels que la citoyenneté, l'histoire des sciences, la philosophie, les sciences cognitives, l'écologie, les médias, les technologies de communication, la mondialisation, l'éthique...

La revue s'intéresse en particulier à l'écologie. C'est d'ailleurs à partir du numéro 49 publié en avril-mai 1990 que la revue se définit comme un "magazine écologiste sur les technologies de l'information et de la communication" et non plus seulement comme "Informatique, Culture et Société". *Terminal* s'interroge alors sur l'approche que l'écologie peut avoir par rapport à l'informatique et aux TIC et réfléchit sur les menaces et les risques matériels dont l'informatique est à l'origine. Le numérique aboutit ainsi à la transformation du statut de l'image. On parle d'images de représentation du réel car le temps spatialisé par la technique dans l'image n'est plus le temps réel du référent, mais un temps fragmenté, mélangé, voire imaginaire. Selon *Terminal*, c'est sans doute dans cet appauvrissement que réside le danger écologique majeur des machines à communiquer.

Face à une planète dont le devenir écologique est incertain, *Terminal* se demande si la généralisation des réseaux et le développement des logiciels dits intelligents constituent à terme une nouvelle menace pour les libertés. Si les réseaux sont amenés à se généraliser, cette globalisation de la communication peut avoir des conséquences désastreuses sur le traitement des informations personnelles et le problème de la transparence de la société va se poser de façon plus aigüe encore. La problématique informatique et libertés qui se développait dans un contexte d'informatisation limitée, se répand dans les années 90 dans un contexte d'informatisation sociale. Les dangers changent de nature. Ainsi, là où auparavant il s'agissait de préserver la vie privée menacée par l'automatisation des fichiers de personnes, s'installe à présent

un phénomène de fond susceptible de modifier l'équilibre des pouvoirs. En effet, il ne suffit plus de corriger les effets pervers de l'informatisation, mais d'intervenir en amont, au moment même des décisions afin qu'elles soient prises en tenant compte des aspects sociaux et non des seules considérations d'efficacité et de performance.

Alors que dans les années 80, le principal danger pour les libertés résidait dans l'interconnexion de fichiers contenant l'information sur des individus, à la fin des années 90, une forme de contrôle social plus insidieuse s'instaure. Il s'agit des innovations en matière de traitement des documents et en particulier des logiciels de type hypertexte qui fournissent un accès direct à toutes les informations contenues dans un dossier. La question du rapport à l'État et du rôle de la police dans la société se pose aussi de façon plus accrue. Que doit savoir la police sur les individus pour effectuer son travail ?

Ainsi, de nouveaux dangers viennent s'ajouter aux anciens. Avec l'essor des autoroutes de l'information, les menaces pour les libertés individuelles ont changé d'échelle. Si les TIC ont assisté l'homme par leur prodigieuse efficacité dans la gestion des données, l'aide à la décision et à la communication, elles ont sans doute contribué sous une forme immatérielle à la mise en place de procédés de quadrillage informationnel. Aux discours sur la toute puissance de l'informatique succèdent ceux concernant sa fragilité qui apparaît par l'intermédiaire des virus.

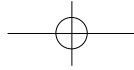
De plus, avec l'émergence de ce nouveau phénomène qu'est Internet, *Terminal* ne peut prendre le recul critique nécessaire pour informer le lecteur sur ses dangers potentiels puisque ceux-ci ne sont pas encore visibles, même si le réseau des réseaux semble se présenter comme une menace au regard des libertés. Le traçage peut ainsi être considéré comme le nouveau nom du fichage. La miniaturisation de l'informatique permet par conséquent de vérifier la traçabilité des fichiers ou des données manipulés par l'utilisateur. Ainsi, *Terminal* parvient à renouveler la problématique informatique et libertés en abordant de nouveaux thèmes.

Vers une culture citoyenne ?

Par exemple, le thème de la citoyenneté apparaît de façon progressive dans *Terminal* qui prend une nouvelle fois conscience de l'importance qu'il faut accorder à l'homme en collectivité. Le groupe doit permettre de mettre à jour d'autres mondes que ceux de la pure information instantanée et de la communication instrumentale. Cette idée apparaît au début des années 90 dans le numéro 58 de la revue grâce à l'article intitulé "Manifeste citoyen"²⁰ qui pose les bases d'une nouvelle citoyenneté. Les nouvelles technologies se présentent comme des menaces pour l'épanouissement du citoyen car elles procèdent à une uniformisation de la culture se fondant sur le "modèle" américain. De plus, la citoyenneté comporte diverses facettes : chacun est tour à tour citoyen politique, citoyen producteur ou citoyen consommateur.

Terminal souligne que les nouvelles technologies échouent à faire dialoguer ces facettes si bien que le citoyen ne peut être impliqué dans tous les

20. Armand Ajzenberg et al., "Manifeste citoyen", *Terminal*, n°58, mai-juin 1992, p.48.



espaces de la vie. Pour les personnes ayant rédigé ce manifeste, il est donc fondamental que le droit à la démocratie et à la politique soit effectif et implique enfin tous les individus et non pas seulement une classe politique minoritaire. Les auteurs reconnaissent ensuite le droit pour chacun à être utile socialement dans tous les aspects de sa vie, en insistant sur la dimension de partage et d'écologie permettant à tous de penser et de s'exprimer librement et d'accéder au savoir, à l'information et au dialogue sans avoir à se préoccuper d'impératifs de rentabilité ou de pouvoir.

Enfin, *Terminal* met l'accent sur le droit à l'identité dans l'acceptation de l'égalité, la conscience des différences et la prise en compte des exclus. Dans cet article émerge une interrogation sur une citoyenneté adaptée aux choix cruciaux actuels, autrement dit une citoyenneté qui ne serait pas l'apanage d'une minorité et serait susceptible d'apporter une discussion démocratique, publique, contradictoire et multidimensionnelle dans une société où l'information pourrait dès lors circuler librement sans être tronquée ni manipulée. Ce manifeste vise donc à susciter la réflexion de chacun, l'invention d'idées et l'action collective, autrement dit à provoquer une prise de conscience de la nécessité d'être animé par un esprit de résistance et une volonté de libération, seuls capables d'engendrer une nouvelle citoyenneté. Ainsi, au fil des années, nous observons que la revue adopte un ton plus sérieux qui transparaît non seulement dans les thèmes abordés, mais aussi dans la typographie actuelle de *Terminal*.

Terminal nouvelle formule : vers une vision abstraite de l'informatisation

C'est à partir du numéro 61, soit en 1993, que *Terminal* devient une revue au vrai sens du terme. Cette publication passe d'une forme ne contenant pas que du texte (illustrations, photographies, dessins humoristiques...) à une organisation beaucoup plus structurée des articles (moins de rubriques mais cela permet de mieux explorer certains thèmes). Seuls quelques graphiques et tableaux font office d'illustrations. La taille des articles s'est également allongée de façon conséquente (170 p. environ par numéro actuellement contre 44 p. maximum auparavant) sans doute parce que *Terminal* est désormais publié chaque trimestre.

La nouvelle formule fournit ainsi à ce support d'information l'occasion de publier des articles plus longs et plus complexes. De la même manière, le lecteur n'accède pas directement aux articles car ils sont introduits par un texte de présentation, voire par un résumé. La nouvelle formule implique donc un mode de lecture tout à fait différent, une lecture plus attentive, plus studieuse. Il semble que *Terminal* se soit progressivement transformée en une revue de spécialistes de l'informatisation là où auparavant elle faisait le lien entre professionnels de l'informatique et utilisateurs.

Terminal revient sur le passé pour en fournir une lecture car le temps permet dans une certaine mesure d'adopter un recul critique. Il s'agit d'une vision plus globale si bien qu'un discours de synthèse plus abstrait et surtout plus nuancé se construit peu à peu. Nous observons une volonté de dresser des bilans, de broser des tableaux historiques. Cette publication retrace



alors l'histoire de certaines techniques et pensées, étudie des phénomènes dans leur ensemble. Le ton des articles devient plus général au détriment de la focalisation sur des exemples précis. Ainsi, l'expansion de la communication est en partie expliquée par le rappel d'un de ses fondements, à savoir la cybernétique ou science des systèmes de Norbert Wiener, dans le numéro 44 publié en 1989. L'article de Philippe Breton et Serge Proulx intitulé "L'explosion de la communication"²¹, souligne le rôle nouveau et majeur joué par la communication dans les années 90. La révolution technologique s'articule en ce sens non plus autour de la manipulation humaine et de la surveillance par les machines, mais autour de processus de traitement de l'information dans la production industrielle et immatérielle de services.

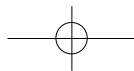
Durant ces années, on assiste ainsi au boom de la communication considérée comme un processus au cours duquel s'élaborent et s'échangent des informations. La place de plus en plus importante que prennent dans notre vie sociale les flux et circuits informationnels aboutit à la mise en place d'un appareillage technique puissant et multiforme : satellites, câble, fibre optique, transpac, vidéotex, télétexte... Chacun a certes la possibilité d'accéder à une multitude d'informations, mais cette effervescence rend plus complexe la sélection de l'information, son assimilation, de même que la compréhension des faits dans leur durée.

Dans la nouvelle formule, *Terminal* envisage l'informatique avec un regard renouvelé, ne nourrissant plus aucune illusion concernant l'augmentation des emplois et l'accroissement de la productivité. La formule magazine permettait d'aborder un grand nombre de sujets, mais cela au détriment de leur approfondissement. La nouvelle formule vise quant à elle à traiter un domaine particulier sur quatre numéros (autrement dit sur un an), chaque numéro étant organisé autour de modules indépendants permettant d'alimenter la réflexion autour d'un thème donné. L'unité de la revue réside alors non plus dans son aspect pluridisciplinaire comme dans l'ancienne formule, mais sur des thématiques qui se recoupent largement dans les différents modules.

À partir de l'adoption de la forme revue en 1993, *Terminal* modifie également son organisation interne. La revue n'accueille plus seulement des membres du comité de rédaction et des personnalités, mais s'ouvre à des contributions externes au moyen d'appels à publication dans chaque numéro. Ces appels à publication, s'ils permettent à la revue de s'ouvrir à des auteurs ne partageant pas forcément les mêmes problématiques, posent néanmoins la question de l'effet de cet élargissement sur le contenu de la revue elle-même. Le problème de la définition des orientations de *Terminal* est d'ailleurs omniprésent au fil des années. La revue s'est progressivement transformée en une revue de débat sur l'informatisation dans laquelle s'expriment des points de vue différents. Par définition, cette publication propose des opinions éclectiques comportant des nuances d'interprétation très larges.

Mais au fil des années, nous pouvons distinguer une évolution dans la

21. Philippe Breton et Serge Proulx, "L'explosion de la communication", *Terminal*.



manière de mener les débats. Dans les premiers numéros, nous constatons que *Terminal* s'attache à présenter des visions diverses d'utilisateurs de telle ou telle technique, puis la revue privilégie petit à petit les confrontations entre deux ou plusieurs auteurs ayant participé à la revue et enfin, dans la formule actuelle, la discussion s'organise autour d'une personnalité répondant aux questions de plusieurs membres du comité de rédaction. Or, par le fait même de leur appartenance à la revue, les membres de *Terminal*, s'ils ne partagent pas tous les mêmes idées, restent néanmoins d'accord sur le fond, si bien qu'à partir de là, nous pouvons nous demander s'il y a réellement débat et acceptation d'opinions contradictoires.

À l'inverse des confrontations qui avaient lieu dans l'ancienne formule, le module Forum de la nouvelle version semble limiter les prises de parole de chacun et nécessite une bonne coopération dans la distribution des questions entre les différents intervenants. Ainsi, dans la nouvelle formule de *Terminal*, est-il possible de conduire un réel débat au sens d'une discussion interactive et ouverte à des opinions diverses ? Le lecteur reste seul juge et à aucun moment la revue n'a tenté d'imposer une unique vision des choses, laissant par là-même celui-ci libre de se positionner comme il l'entend, notamment dans la rubrique Bloc-Notes.

Nous pouvons par conséquent souligner qu'une vision plurielle de l'informatique s'est incarnée à travers ces divers numéros de *Terminal*. La revue s'est faite l'écho d'un mouvement social notamment porté par les syndicats, mais aussi d'un mouvement culturel destiné à promouvoir des pratiques informatiques et informationnelles différentes, à redonner à l'imaginaire son rôle dans la technique et en dernier lieu à créer les conditions d'un débat social élargi.

Un ton nuancé

Terminal est une publication qui, de 1980 à 1993, a beaucoup évolué, tant au niveau de son fonctionnement que de son contenu, lequel a suivi les innovations techniques en matière d'informatisation, comme en témoignent les différentes phases par lesquelles cette publication est passée au cours de la période considérée.

En réalité, il n'y a pas enchaînement ou succession des différents points de vue dans la revue, mais plutôt superposition des différentes tonalités puisque *Terminal* revient sur certaines problématiques au fil des numéros car celles-ci sont toujours actuelles. Nous avons constaté que les lectures d'usage de l'informatique fournies par la revue ont fait se succéder un ton contestataire et militant qui consistait, dans les années 80, à proposer un point de vue catégorique et alarmiste concernant le phénomène d'informatisation. C'est l'époque où cette revue incitait à mettre en œuvre le savoir-faire particulier de chacun dans un espace social qui était celui du mouvement. Cette publication entendait alors "révolutionner le rôle de l'informatique". Puis, la revue s'est progressivement ouverte à de nouveaux sujets et à de nouvelles participations, sans pour autant négliger la problématique



informatique et libertés qui caractérisait ses débuts, problématique qui revient d'ailleurs de façon récurrente dans les différents numéros. *Terminal* a montré l'influence des formes prises par le social sur le développement et l'usage de l'ordinateur en accueillant en son sein des points de vue et des sujets éclectiques privilégiant l'information et l'analyse de phénomènes.

Enfin, dans sa forme actuelle, ce support d'information privilégie l'analyse des conséquences à moyen terme du progrès technique sur la vie de chacun en adoptant un ton plus nuancé. En ce sens, le fait le plus marquant dans l'histoire de cette revue est la disparition progressive du ton contestataire et engagé. Nous avons ainsi pu observer un renouvellement tout autant qu'un dépassement des thèmes de la revue à travers ces différentes strates qui se sont accumulées de 1980 à 1993. De plus, nous avons pu observer que le ton des articles va de pair avec les thématiques abordées dans la revue. Nous avons de même noté que l'évolution des thématiques et des points de vue des auteurs semble suivre celle des évolutions informatiques. En ce sens, la forme que prend l'informatisation conditionne le contenu de la revue.

Nous pouvons émettre l'hypothèse que *Terminal* a progressivement abandonné son aspect contestataire parce que dans les années 80, il existait un véritable débat de société qui est absent actuellement, comme si l'opinion publique s'en remettait aux experts. Le débat public lancé par *Terminal* lors de sa création a échoué à se maintenir dans le temps car rares sont aujourd'hui les personnes remettant en cause une informatisation qui semble toujours aller de soi. À mesure que l'informatique s'est installée dans la société, l'agitation politique s'est amoindrie et progressivement, les militants se sont démobilisés dans les années 80.

Il existe encore actuellement des mouvements, mais ceux-ci restent minoritaires, ils ne trouvent pas l'écho de leurs revendications dans l'opinion publique comme cela était le cas en 1980. Il est d'ailleurs à noter que si des personnes continuent de s'insurger contre le tout-informatique, cette contestation ne passe plus par le CIII dont l'unique activité, après la publication de la revue, reste l'organisation de colloques en collaboration avec des associations partenaires.

En ce sens, il existait auparavant une sorte d'effervescence autour du CIII autour duquel gravitaient les mouvements sociaux de l'époque. Ainsi, nous constatons que la place de *Terminal* dans le paysage social s'est décalée. En effet, d'une place centrale, la revue s'est déplacée vers la périphérie et cela n'est pas seulement dû aux évolutions de sa politique éditoriale, mais peut-être aussi aux évolutions technologiques, en particulier avec l'apparition d'Internet au début des années 90. L'irruption d'Internet sur la scène médiatique a réveillé une informatique que plus personne ne remettait en cause, une informatique qui était en somme en voie de banalisation.

Développé par le monde scientifique pour ses besoins propres de communication et imposé à un monde industriel d'abord réticent, le protocole Internet fournit un outil de communication direct entre chaque individu sus-

ceptible, dans une certaine mesure, de court-circuiter les pouvoirs en place. En l'affranchissant des censures et des frontières, il redessine les limites de son autonomie. Mais cette conjugaison entre l'informatique et la téléphonie annonce de nouveaux bouleversements technologiques et sociaux qui ne seront pas forcément positifs pour la majorité des populations. Nous pouvons alors nous demander quels seront dans l'espace médiatique, les porteurs de ces bouleversements sociaux engendrés par les nouvelles technologies. En effet, ce passage du tout informatique au tout numérique a-t-il généré de nouveaux supports d'IST (Information Scientifique et Technique) et de critique sociale ? Il suffit de se promener sur la *toile* pour trouver un grand nombre de sites, forums, groupes de discussion ou revues en ligne qui peuvent se présenter comme autant de relais de l'ancienne formule de *Terminal* sur Internet (Réseaux, SOLARIS, Homo Numericus,...).

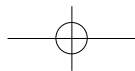
Mais dans ces divers sites, l'éventail interdisciplinaire semble être moins présent que dans *Terminal*. Reste donc à savoir si ces supports d'IST sont susceptibles d'être vecteurs d'une critique sociale et si le débat mis en évidence par *Terminal* peut trouver un écho sur le réseau des réseaux.

En dépit de l'arrivée d'Internet et de l'évolution de la revue, *Terminal* reste l'un des seuls supports d'IST à mettre en question la technique et à en offrir éclairages et synthèses différents. Il s'agit ainsi d'un support d'information atypique qui, contrairement à d'autres publications, ne s'est pas cantonné à l'informatique dure (données, programmation).

Cette revue a par ailleurs su conserver une certaine indépendance rédactionnelle en restant en dehors des offres des constructeurs et de la publicité industrielle dont les pages abondent dans la majorité des publications consacrées à l'informatique. Elle a fait preuve d'une position anticonformiste par rapport à ce que l'on peut observer dans ce genre de média. Ainsi, le fonctionnement de la revue est resté assez souple au niveau de son positionnement éditorial.

Cette souplesse réside en particulier dans son ouverture aux syndicats, aux diverses formes de culture et de contestation. Elle a recensé un grand nombre de mouvements de révolte. Nous pouvons en ce sens émettre l'hypothèse que c'est son indépendance qui permet sa souplesse rédactionnelle. La politique éditoriale est quant à elle schématiquement passée d'une dimension polémique portée par les syndicats dans l'ancienne formule, à une dimension associative et universitaire dans la formule actuelle.

Non seulement cette revue ne cesse de rappeler que l'informatique n'est pas neutre, mais elle insiste sur le fait qu'en tant que technologie de l'information, l'informatique traverse tous les secteurs. Cette publication pose des questions multiples quant aux enjeux juridiques, économiques, sociologiques, techniques et culturels de l'informatisation. L'informatique constitue donc un outil ambivalent, source de progrès comme de récession. Cette revue souligne ainsi l'émergence de demandes et de formes de socialités nouvelles : droit au sensible, à la fiction et à l'imaginaire, etc., toutes formes qui ont besoin de projets concrets et de maturation culturelle pour prendre leur dimension alternative et transversale aux systèmes de référence.



Une revue telle que *Terminal* nous incite à cesser de penser que l'informatique est un phénomène naturel, que les machines s'imposent dans leur évidence immédiate, qu'elles se justifient du seul fait qu'elles existent et que l'homme ne peut leur échapper. L'informatique doit être centrée sur l'individu et pas seulement sur le développement technique. C'est pourquoi, considérant que le temps social est plus lent et complexe que celui des réalisations techniques, cette revue nous rend conscient du fait que s'approprier une technique nouvelle revient à en socialiser l'usage.

